

**LA REVUE *l'EUROPE NOUVELLE*
ET L'ETABLISSEMENT DU
RÉGIME FASCISTE EN ITALIE**

Pierre GUILLEN

Fondée en janvier 1918, au moment où Wilson énonce ses Quatorze Points, *l'Europe nouvelle*, revue hebdomadaire des questions extérieures, économiques et littéraires, se propose d'analyser, les problèmes de la reconstruction de l'Europe après la guerre, de définir les principes qui doivent la guider, pour aboutir à un nouvel ordre européen inspiré du wilsonisme¹.

De 1920 à 1934, la revue est dirigée par Louise Weiss, fille d'un important homme d'affaires parisien, qui dispose de nombreuses relations et soutient financièrement l'entreprise –le conseil d'administration est formé de personnalités industrielles et financières appartenant au cercle des Weiss. Louise Weiss se fait épauler par un professeur agrégé, chroniqueur au *Temps*, Philippe Millet, fils de l'ambassadeur René Millet, avec le titre de directeur politique².

La ligne directrice est de traiter, le plus objectivement possible, les grands problèmes d'actualité, et de chercher la solution des difficultés européennes dans un pacte européen (inspiré du Pacte de la SDN) afin de régler pacifiquement les conflits³.

La revue s'adresse à une élite cultivée : diplomates, hauts fonctionnaires, universitaires, étudiants, hommes politiques, hommes d'affaires, publicistes politiques et économiques. Son audience s'étend, y compris hors de France, notamment par la traduction et la publication de documents d'actualité internationale, ces annexes constituant une sorte de Journal officiel international⁴.

Analyser le regard que portent sur l'Italie fasciste les collaborateurs de la revue n'est pas sans intérêt, car les idées qu'ils développent –démocratie, liberté, concorde entre les peuples, relations pacifiques entre les Etats– ne sont pas précisément celles auxquelles se réfère le mouvement fasciste.

L'Europe nouvelle consacre à l'Italie d'assez nombreux articles, sur la crise d'après-guerre, la prise du pouvoir par Mussolini, la mise en place du régime, la crise Matteotti et ses suites. Nous nous arrêtons à l'année 1926, avec les lois « fascistissimes » qui assoient un régime de nature totalitaire.

Qui sont les auteurs des articles ? Dans les années 1920-1922, principalement Benjamin Crémieux, écrivain critique littéraire, essayiste, jouissant d'une certaine notoriété à la NRF et très bon connaisseur de l'Italie : agrégé d'italien, il a enseigné à l'Institut français de Florence de 1908 à 1913, dont il était le directeur de l'Office d'information de relations et d'échanges animant la revue *France-Italie* puis la *Revue des nations latines*, entretenant une correspondance active avec Prezzolini. Démocrate, il admirait Salvemini et détestait les fascistes : « j'ai rarement vu autant d'ordures et de vileries entassées que dans les articles de Mussolini » écrit-il dans une lettre à Prezzolini du 10 juin 1919⁵. Des correspondants à Rome, comme Emmanuel Audisio et d'autres désignés par le pseudonyme Italiens ; des Italiens aussi, Sforza, et surtout Prezzolini, présenté comme particulièrement représentatif de l'Italie nouvelle, « exerçant une influence sur l'élite de sa génération »⁶

• Interrogations et incertitudes 1920-22

La revue ne prend en compte que tardivement la naissance et le développement du mouvement fasciste, dont elle méconnaît complètement la nature et le danger qu'il représente.

Tout au long de l'année 1920 et jusqu'au printemps 1921, les articles se contentent de souligner la crise générale d'anarchie qui prévaut en Italie et que ni l'Etat, ni les partis

¹ *L'Europe nouvelle*, éditorial 16 février 1918.

² Louise Weiss, *Mémoires d'une européenne, t. II, 1919-1934*, Paris, Payot, 1969, passim.

³ *L'Europe nouvelle*, éditorial de Ph. Millet, 31 décembre 1921.

⁴ L. Weiss, o.c., p. 73-79.

⁵ Cf. Isabelle Renard, *l'Institut français de Florence, 1900-1920*, thèse de doctorat, Grenoble II, décembre 1996, notice sur Benjamin Crémieux t. 2 p. 454.

⁶ *L'Europe nouvelle*, 12 septembre 1920.

politiques ne peuvent maîtriser. « Il n'est pas une corporation qui ne décrète la grève, pour un oui ou pour un non », toutes les activités sont paralysées ; cette situation est condamnée aussi bien par l'opinion bourgeoise qui crie au bolchevisme, que par les socialistes répétant que l'on gaspille ainsi les forces du prolétariat ; en réalité l'immaturation des classes populaires fait que l'Italie « est mûre pour des jacqueries mais non pour la révolution... Non, en vérité ce n'est pas encore en Italie la veille du grand soir »⁷.

Il faut attendre la fin d'avril 1921 pour que la revue, par la plume de Benjamin Crémieux, prenne conscience, à sa grande surprise, que le mouvement fasciste est à prendre au sérieux. « En quelques mois une organisation antisocialiste, le Fascio d'ex-combattants, s'est développée de façon inattendue. Les fascistes sont les maîtres de la rue »⁸.

Mais commentant les élections du printemps 1921, son aveuglement est total : « c'est un miracle que la campagne de violences menée par les fascistes n'ait pas abouti à la démoralisation des classes socialistes ». Il montre un optimisme déconcertant : sous les coups des matraques fascistes, les socialistes renoncent provisoirement à la révolution, l'esprit public est modifié, « c'est le socialisme réformiste, aile gauche de la démocratie qui a le vent en poupe ». L'Italie souhaite le calme. Si elle a soutenu ces derniers temps les violences des fascistes, qui tendaient à ramener le calme, elle ne tardera pas à se retourner contre eux au cas où « ils ne rentreront pas rapidement dans la légalité »⁹.

Benjamin Crémieux voit dans le fascisme un incendie qui s'est embrasé aussi vite qu'il est appelé à s'éteindre. Alors que l'anarchie se généralisait sans que le gouvernement intervienne, que la bourgeoisie italienne semblait résignée à l'établissement d'un régime socialiste, « un véritable coup de théâtre retourna la situation : ce fut l'intervention des associations d'anciens combattants, les fasci » ; leurs premiers succès, soutenus par l'opinion, entraînent l'extension rapide du mouvement, que les banques et la grande industrie subventionnent. Mais le mouvement dégénère, les soutiens de l'ordre se transforment en fauteurs de guerre civile. « Aujourd'hui l'Italie est lasse du fascisme ; Mussolini, désavoué par une partie de ses troupes, présente sa démission ; c'est le déclin du fascisme »¹⁰.

Cependant dans le premier semestre 1922, Benjamin Crémieux doit constater que l'impasse est totale : poursuite des violences fascistes auxquelles l'Etat n'a pas la force de tenir tête, les chefs fascistes semblaient impuissants à discipliner leurs troupes ; or si les socialistes sont prêts à une lutte sans merci contre le « fascisme dégénéré », les partis du centre craignent que la répression contre les fascistes ne favorise le retour des violences socialistes¹¹.

Benjamin Crémieux abandonne en partie son aveuglement et doit reconnaître : « Résoudre le problème fasciste est pour l'Italie une question de vie ou de mort », la paix publique ne renaîtra qu'après la disparition ou la transformation radicale du fascisme. Mais ses analyses sont erronées : selon lui les chefs fascistes souhaitent un arrêt des violences, mais sont entraînés par leurs troupes à des excès qu'ils reprochent secrètement mais auxquels ils doivent donner publiquement leur adhésion¹².

Autre erreur de jugement : l'incapacité des chefs fascistes à s'installer au pouvoir et à gouverner l'Italie. Refusant de les prendre au sérieux les collaborateurs de l'*Europe nouvelle* trempent leur plume dans le dénigrement et la dérision. Porter les fascistes au gouvernement ? Ce serait folie ; ils manquent de chefs pondérés, expérimentés, instruits ; Mussolini n'a des problèmes de politique extérieure et de politique financière que des notions vagues. Quant à la

⁷ *Ibidem*, articles de Jean Murol sur les conflits politiques et sociaux en Italie. C'est aussi le point de vue de Benjamin Crémieux, « L'agitation ouvrière en Italie. Jacquerie ou révolution ? ».

⁸ Numéro du 23 avril 1921.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ Article de Benjamin Crémieux, 27 août 1921.

¹¹ Articles de B. Crémieux de février 1922.

¹² Articles de B. Crémieux d'août 1922.

doctrine fasciste, c'est « un ramassis d'idées empruntées au nationalisme, au syndicalisme, au libéralisme et rajoutées n'importe comment les unes aux autres ». C'est une disparition rapide du fascisme que les amis sincères de l'Italie doivent souhaiter. « Tous les défauts traditionnels des Italiens (impulsivité, violence, goût de la mascarade, des serments inutiles) se retrouvent dans les fascistes et aucune des qualités de la race (bon sens, réalisme, tolérance, amour de la paix)... le triomphe du fascisme tel qu'il existe aujourd'hui, ce serait un retard d'un siècle dans la marche de l'Italie vers la place de premier rang à laquelle elle aspire »¹³.

Au moment de la marche sur Rome, les correspondants en Italie de l'Europe nouvelle manient à la fois l'inquiétude et la dérision : il ne faut pas prendre à la légère ce lyrisme exhibitionniste et quelque peu sud-américain ; l'Etat déliquescence est à la merci d'un coup de main de ces milices armées. « L'Italie sérieuse se terre, se cache. Il n'y a en scène que les politiciens sans caractère et les fascistes sans cervelle. Or un Etat moderne ne progresse pas à l'aide de grands mots creux et à coup de gourdin et de revolvers »¹⁴.

• Un régime qui se stabilise. 1922-24

Avec l'arrivée des fascistes au pouvoir, l'*Europe nouvelle* prend enfin la mesure du phénomène. « L'expérience fasciste d'union sacrée, de réaction, de nationalisme, de négation de la lutte des classes, a pour l'Europe le même intérêt passionnant que l'expérience communiste en Russie. En Italie comme en Russie, c'est la démocratie... qui est accusée de tous les maux »¹⁵.

Benjamin Crémieux est perplexe sur les chances de durée et sur la nature du régime qui s'instaure : divergences entre partisans d'un gouvernement fort mais respectueux de la forme libérale de l'Etat et partisans d'une dictature ; absence de programme crédible en politique économique et financière et en politique extérieure ; inexpérience des chefs fascistes qui se complaisent en formules creuses, violences vaines, mépris total du réel ; ou bien le fascisme sera « un succédané rajeuni du parti libéral », ou bien ses éléments extrêmes prendront le dessus, beaucoup s'en détacheront, et ce sera la guerre civile¹⁶.

Au début la première hypothèse semble l'emporter. « Le coup d'Etat qui devait accoucher d'une montagne n'a enfanté qu'une souris » estime la revue avec soulagement. Mussolini s'est assagi et mène une politique de compromis, le programme gouvernemental annoncé rencontre une approbation générale, car il n'apporte rien de nouveau ; si les élections du printemps 1923 se font dans la liberté, « tout se tassera »¹⁷.

Mais brusquement tout change. Mussolini demande les pleins pouvoirs, s'engage dans la voie d'une dictature, semble prendre son parti de l'existence de deux Italies ennemies et accentue la lutte contre l'Italie non fasciste. Il s'est donc rallié aux extrémistes de son parti, évolution due, selon B. Crémieux, à la reconstitution d'une opposition antifasciste autour d'un mouvement syndical puissant, dirigé contre le programme financier et social du gouvernement. L'avenir s'annonce sombre : ou le fascisme écrase tous les adversaires, et les Italiens subiront sa tyrannie ; ou ils ne s'en débarrasseront qu'à la suite d'une lutte impitoyable et sanglante. « L'espoir d'un fascisme pantouflard et un espoir vain »¹⁸.

Méthodiquement, la pieuvre fasciste étouffe toutes les forces qui cherchent à préserver leur autonomie ; selon l'*Europe nouvelle*, si l'ordre public est rétabli en apparence, les haines

¹³ Cf. également l'article de Sabatino di Loreto, dans le numéro du 19 août 1922 : la composition hétéroclite du mouvement fasciste fait qu'il n'a aucun programme nettement établi ; les fascistes se sont unis par la haine contre leurs adversaires ; guerre au socialisme ne saurait constituer un programme.

¹⁴ Italiens, « Les Chemises-Noires », article du 28 octobre 1922.

¹⁵ Article de B. Crémieux, 30 décembre 1922.

¹⁶ Article de B. Crémieux, 4 novembre 1922.

¹⁷ Article de B. Crémieux, 11 novembre 1922.

¹⁸ Article de B. Crémieux, 30 décembre 1922.

couvent, la terreur fasciste les empêche d'exploser mais elles attendent la première occasion.

L'avenir du fascisme dépend du succès de la politique économique et financière, « car un pays prospère peut se résigner à la dictature ». Or au printemps 1923, la revue doit constater que l'Italie s'est remise au travail, que les exportations se développent, que le monde financier et industriel fait crédit au fascisme¹⁹.

Désormais l'*Europe nouvelle* en prend acte et change de ton. Au dénigrement fait place le souci de l'objectivité ; on cherche à comprendre pourquoi le fascisme, contre toute attente, s'est stabilisé et est appelé à durer. En octobre 1923, un numéro de la revue est entièrement consacré à « l'Italie de Mussolini ». L'éditorial de Philippe Millet reconnaît que tous les augures sur la fragilité et le caractère éphémère du régime fasciste se sont trompés ; au témoignage des observateurs impartiaux, l'Italie mussolinienne connaît un bond économique et social qu'elle avait ignoré jusque là. « Méthodes déconcertantes pour ceux qui s'efforcent, comme nous, d'acclimater la démocratie en Europe ». Mais l'importance des résultats obtenus, la rapidité de décision dans l'ensemble des réformes pour remettre en bon état « le moteur central de la vie nationale », les effets positifs de ces réformes font que l'Italie de Mussolini offre des garanties de stabilité. La revue ouvre ses colonnes à des personnalités de l'Italie officielle, ayant des responsabilités, pour décrire l'amélioration de la situation financière, l'essor industriel, la réforme Gentile dans l'enseignement, les progrès des chemins de fer et de l'aéronautique, la nature du mouvement syndical fasciste²⁰.

A côté de la réussite de la politique économique et financière, l'atout maître du régime, c'est la personnalité même de Mussolini, dont la complexité exerce sur la rédaction de la revue une sorte de fascination : orgueil et vanité, confiance en soi, mais prompt intelligence, souplesse, réalisme pour s'adapter aux circonstances, homme loyal et droit qui s'efforce de rassurer. En tout cas, il n'est plus question de « César de carnaval ». Selon E. Audisio, correspondant à Rome, Mussolini a fait appel à un large éventail de personnalités, les fascistes sont en minorité dans l'appareil de l'Etat, mais les non fascistes collaborent avec Mussolini qui leur inspire confiance, par son énergie, sa puissance de travail, sa souplesse réaliste, pour restaurer la vie économique et morale de la nation et développer le bien-être du peuple italien²¹.

Les articles de la revue distinguent soigneusement Mussolini, personnalité attachante et d'envergure, aux grandes qualités, des excités et des irresponsables du PNF. « Il faut espérer pour le salut de l'Italie et la paix de l'Europe qu'il triomphera du programme, des méthodes de son parti et de l'extrémisme de ses amis »²². « C'est de Mussolini que les masses italiennes attendent d'être sauvées du fascisme »²³.

Le Duce semble l'avoir compris. Il aurait confié à un proche : « D'ici deux ans, je me serai débarrassé des chemises noires et j'aurai débarrassé le fascisme de toutes les canailles qu'il contient ». De fait il procède à l'épuration du PNF et diverses réformes allègent l'emprise du parti sur le pays. Aussi selon le correspondant à Rome, Mussolini jouit d'une popularité énorme, « expression de l'espérance et du sentiment qu'il est seul capable de remettre de l'ordre »²⁴. Tel est aussi l'avis de Prezzolini : Rocca a mis les choses au point : la révolution a été faite par Mussolini pour l'Italie et non pour les fascistes ; que les éléments

¹⁹ Italiens, numéro du 5 mai 1923.

²⁰ *L'Europe nouvelle* 6 octobre 1923, l'Italie de Mussolini. Dans son mémoire de maîtrise soutenu à Grenoble en 2003, « *La vision de l'Italie fasciste dans l'Europe nouvelle. 1922-1939* », Aurélien Sayouri date seulement des accords du Latran en 1929 le passage du dénigrement à la prise de considération. En fait, c'est dès octobre 1923 que ce changement d'attitude apparaît dans la revue.

²¹ Article d'Emmanuel Audisio, *Mussolini et ses collaborateurs*, article du 6 octobre 1923.

²² Italiens, 18 novembre 1922.

²³ Italiens, 23 juin 1923.

²⁴ *Ibidem*.

turbulents rentrent dans le rang ; le parti doit à présent se fondre dans toute l'Italie, sans distinction entre vainqueurs et vaincus de la révolution²⁵.

Confiant dans la stabilisation du régime, Mussolini renonce au renouvellement des pleins pouvoirs et semble vouloir, par des élections, rétablir une situation légale et régulière²⁶ ; il constitue une sorte de bloc national en adjoignant aux candidats fascistes des libéraux de droite et divers ralliés. Mais, estime Prezzolini, dans le bloc majoritaire, les fascistes sont l'élément moteur, « minorité ardente unifiée par la volonté d'un homme »²⁷.

Les élections sont un succès pour le Bloc, le régime semble définitivement stabilisé. L'éditorial de l'Europe nouvelle souligne la souplesse et l'habileté de Mussolini pour s'adapter aux réalités. Mais il ne faudrait pas y voir la preuve de la force du fascisme ; Mussolini est à la recherche d'un compromis, car les 2,1 millions de voix qui se sont prononcées contre l'expérience fasciste représentent la majorité « de l'Italie qui travaille et qui pense »²⁸.

● La crise Matteotti et l'évolution vers le totalitarisme 1924-1926.

L'émotion suscitée par l'assassinat de Matteotti semble remettre en question la stabilisation du régime. Jusqu'ici l'opinion pensait que si l'illégalité perdurait en province, elle était condamnée à Rome, et que le gouvernement arriverait à la longue à se débarrasser des aventuriers qui avaient terrorisé l'Italie. Or l'affaire révèle que dans les sphères gouvernementales on favorise des bandes, des assassinats, l'entourage de Mussolini est compromis, Mussolini lui-même est éclaboussé ; pour le correspondant de l'*Europe nouvelle*, il est acculé à choisir : être chef du parti ou chef du gouvernement²⁹.

Le prestige de Mussolini l'avait jusqu'ici préservé de la boue qui l'entoure, écrit Prezzolini, mais cette fois, le mouvement d'indignation est tel que s'est formé, au sein même du ministère, un groupe « des honnêtes gens » appuyé sur l'opinion. Mussolini doit donner un coup de barre à droite en nommant le nationaliste Federzoni, ministre de l'intérieur, ce qui garantit plus de tranquillité et de respect de la loi. Prezzolini estime que l'on est arrivé à un moment décisif : le fascisme doit reconnaître que le système de violence n'arrive à rien de décisif ni de durable ; que Mussolini ait le courage de l'imposer à ses troupes³⁰.

Vœu pieux, car l'opposition refuse la main tendue par Mussolini pour sortir de la crise par la conciliation. C'est donc l'épreuve de force, le PNF annonce « la seconde vague » de la marche sur Rome, le gouvernement prend des mesures répressives³¹. Renonçant au jeu de bascule entre politique libérale et politique dictatoriale, Mussolini opte pour cette dernière. Selon le correspondant à Rome, cette décision est due à la campagne acharnée de l'opposition qui reçoit le renfort de la droite libérale ; Mussolini interprète la désagrégation de la majorité parlementaire comme une trahison ; il affirme le droit de la minorité fasciste à encadrer la nation³².

La crise du régime va-t-elle entraîner sa chute ? C'est ce qui pense Marcel Ray, un collaborateur de la revue qui vient de passer trois semaines à Rome ; lâché par ceux qui s'étaient ralliés, Mussolini est réduit à la défensive ; sa politique, mélange de poigne et d'opportunisme, a atteint ses limites ; par sa politique réactionnaire, il a perdu le contact des

²⁵ Article de Prezzolini, 6 octobre 1923.

²⁶ article d'E. Audisio, 26 janvier 1924.

²⁷ Article de Prezzolini, 19 janvier 1924.

²⁸ Editorial du 31 mai 1924.

²⁹ Italiens, 21 juin 1924.

³⁰ Pressolini, 5 juillet 1924.

³¹ Italiens, 12 juillet 1924.

³² Italiens, 6 septembre 1924.

masses sans avoir l'appui de la grande bourgeoisie. Frappé par la force d'opposition, Marcel Ray conclut hâtivement au « crépuscule du fascisme »³³.

Ce n'est pas l'avis du correspondant à Rome : « Ce qui fait la force du fascisme, c'est que 40 millions d'Italiens ne savent pas par quoi le remplacer »³⁴

De fait, si à la fin de décembre 1924 le fascisme semblait à terre, finalement il gagne la bataille contre l'opposition et triomphe de la crise. Dans un long article Prezzolini relève comme raisons : les divisions de l'opposition au programme purement négatif et sans cohérence ; l'indifférence de l'opinion, qui sans doute n'aime pas les violences et la rhétorique fascistes, mais redoute un saut dans l'inconnu ; la très forte personnalité de Mussolini, son habileté, son flair qui lui permettent de dominer les foules et de rester très populaire ; l'opposition a fondé sa campagne sur la liberté d'opinion, question qui n'intéresse pas le peuple italien ; le fascisme répond à un mouvement d'échelle mondiale de mise en cause du parlementarisme et de ses défauts ; le fascisme a réalisé de bonnes réformes que les Italiens attendaient depuis longtemps ; enfin la crise Matteotti a provoqué une critique interne au PNF et fait émerger des éléments nouveaux, intelligents et cultivés. Conclusion de Prezzolini : le fascisme domine encore plus qu'avant la vie politique italienne ; « ce n'est pas le fait d'un homme ou d'un parti ; c'est l'expérience d'un peuple, ceux qui jugent le fascisme à l'aune de la démocratie libérale occidentale ignorent les spécificités italiennes »³⁵.

Même remarque dans la conclusion de l'éditorial du 14 novembre 1925, « Bilan du fascisme » : « Il ne faut pas juger la situation italienne selon les critères français. L'Italie a des traditions d'affrontements et de rivalités locales communales ». Quant au bilan, il est jugé globalement positif : s'il n'a pas tenu toutes ses promesses, le fascisme a rendu à l'Italie l'ordre intérieur (malgré les attentats politiques) ; « il a surtout donné à un peuple profondément pénétré d'esprit de dignité nationale la fierté de la patrie, et développé au plus haut degré le sentiment nationaliste ». Les manifestations de Milan à la suite de l'attentat de Zamboni contre Mussolini ont montré au Duce que le mouvement n'avait rien perdu de sa force et que son propre prestige restait intact. « Dans la crise que traversent les Etats européens, le nationalisme peut être un efficace facteur de relèvement »³⁶.

La revue n'en souligne pas moins que le fascisme a renoncé à s'imposer par la persuasion et procède à une mainmise générale sur le pays. Mussolini l'avait annoncé dans son discours du 31 janvier 1925, et depuis il préparait la mise en place d'une dictature totalitaire (lois « fascistissimes » adoptées à partir de décembre 1925). Selon *l'Europe nouvelle* il avait jusqu'ici refusé de soumettre aux Chambres les projets de loi élaborés par le Grand Conseil fasciste, dans l'esprit de la révolution fasciste ; mais les violentes attaques dont il a été l'objet, lors de la crise Matteotti, le conduisent à répliquer en légalisant les pratiques jusque là illégales, en épurant massivement les organes de l'Etat et en supprimant les organisations non fascistes³⁷.

Tout opposait l'équipe de *l'Europe nouvelle* à l'idéologie, aux conceptions politiques, aux pratiques fascistes. Dans un premier temps, surprise par l'orage qu'elle n'avait pas vu venir, elle en a minimisé l'importance et dénigré un phénomène à ses yeux anormal, aberrant, sans avenir. Ensuite elle a reconnu s'être trompée ; dès lors que le régime fasciste s'est enraciné, les analyses sont marquées par le souci de comprendre, par la recherche de l'objectivité et de l'impartialité et elle n'hésite pas à ouvrir ses pages à des représentants de l'Italie officielle. Tout en continuant de condamner les principes et les méthodes de

³³ Article de Marcel Ray, 3 janvier 1925.

³⁴ Italiens, 1 janvier 1924.

³⁵ Prezzolini, 9 mai 1925.

³⁶ Editorial du 14 novembre 1925, Bilan du fascisme.

³⁷ Italiens, 21 août 1926.

l'expérience fasciste, elle en reconnaît les aspects positifs et souligne la personnalité exceptionnelle de Mussolini, auquel la majorité des Italiens restent attachés.

Cette évolution correspond à celle d'une bonne partie des élites françaises qui jusqu'à la formation de l'Axe Rome-Berlin ont eu une image assez positive de l'Italie de Mussolini.